

MARCHE DE TRAVAUX PUBLICS

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

OBJET :

CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE

Maître d'Ouvrage :



Mairie de Lescure d'Albigeois

14 Avenue de l'Hermet,

81 380 Lescure d'Albigeois

Tel : 05 63 60 76 73

Procédure adaptée passée conformément aux dispositions du Code de la commande publique

Sommaire

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2. DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
2.1 Lots :	3
ARTICLE 3. DUREE DU MARCHE	3
ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE	3
ARTICLE 5. MODE DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DU MARCHE	4
ARTICLE 6. MODALITE DE REPONSE	4
6.1 Modalité de réponse en cas de groupement momentané d'entreprises	4
6.2 Modalité de réponse en cas de sous-traitante	4
6.3 Modalité de réponse électronique	5
ARTICLE 7. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	5
7.1 Contenu du dossier de consultation	5
7.2 Modalités d'obtention du dossier de consultation	5
ARTICLE 8. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 9. VARIANTES – OPTION – CONVENTION PROGRAMME DE FOURNITURES	6
9.1 Variantes	6
9.2 Options	6
9.3 Convention Programme de Fournitures (CPF) sans objet	6
ARTICLE 10. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	6
ARTICLE 11. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
11.1 Pièces de la candidature telles que prévues aux articles R.2143-3 ou R.2143-4 du Code de la commande publique	7
11.2 Pièces de l'offre	8
11.3 Sous-traitance :	9
ARTICLE 12. MODALITE D'ENVOI DES CANDIDATURES ET DES OFRRES	9
12.1 TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE	10
ARTICLE 13. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	11
13.1 SELECTION DES CANDIDATURES	11
13.2 Critères de sélection des offres	11
13.3 Analyse	12
13.4 La négociation	12
ARTICLE 14. ATTRIBUTION DU MARCHE	13
ARTICLE 15. CONFIDENTIALITE – MESURE DE SECURITE	13
ARTICLE 16. RENSEIGNEMENT COMPLEMENTAIRE	14

Article 1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Elle porte sur la Construction d'une Maison de santé pluridisciplinaire sur la commune de Lescure d'Albigeois

Lieu d'exécution : Route Saint-Michel, 81380 Lescure d'Albigeois

Article 2. DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION

Tranches : Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

2.1 LOTS :

Les prestations sont réparties en **11 lots** désignés ci-après :

N° du lot	Nom du Lot
01	Voirie, Réseaux, Divers
02	Gros Œuvre
03	Enduits
04	Charpente – Couverture – Zinguerie – Fenêtre en couverture
05	Menuiseries Extérieures
06	Faux plafond, Doublage, Cloisons, Isolation en comble,
07	Menuiseries intérieures – Mobilier
08	Revêtements de sols et murs
09	Electricité
10	CVC
11	Peinture, Nettoyage de chantier

La définition et le détail des prestations objet de chacun des lots figurent au cahier des clauses techniques particulières.

Chaque lot est attribué séparément. Chaque candidat a la possibilité de soumissionner pour : **Tous les lots**

Article 3. DUREE DU MARCHE

Le marché prend effet à compter de sa notification au titulaire

Le commencement de l'exécution des travaux est fixé : **à compter de la date indiquée dans l'ordre de service**

Article 4. DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE

Le délai d'exécution est de **15 mois y compris période de préparation.**

Article 5. MODE DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DU MARCHÉ

Financement par le budget « Investissement » de l'Office.

Le marché est réglé sur la base du prix forfaitaire figurant dans l'acte d'engagement sur présentation de situation mensuelle au fur et à mesure de l'avancement des travaux suivant le DPGF.

Les virements s'effectueront par mandats administratifs.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le dépassement du délai de paiement donne lieu de plein droit au versement d'intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché ainsi qu'au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux d'intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire sont fixés par décret.

Article 6. MODALITE DE REPONSE

6.1 MODALITE DE REPONSE EN CAS DE GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISES

En application des dispositions de l'article R. 2142-20 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement d'entreprises, de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public. Le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Les groupements d'entreprises peuvent se porter candidat. Toutefois les candidats sont informés qu'il leur est interdit de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements
- En qualité de membre de plusieurs groupements.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les membres du groupement devront remettre les documents, attestations et renseignements mentionnés à l'article 11 du présent règlement de la consultation. Toutefois, conformément à l'article R.2142-25 du Code de la commande publique, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

6.2 MODALITE DE REPONSE EN CAS DE SOUS-TRAITANTE

Si le candidat envisage de sous-traiter une partie des prestations, il devra remettre suivant l'article R2193-1, une déclaration mentionnant, le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

6.3 MODALITE DE REPONSE ELECTRONIQUE

Tout dépôt doit se faire sur la plate-forme de dématérialisation

Les candidats doivent prendre connaissance des prérequis techniques relatifs au dépôt des candidatures et des offres qui sont détaillés sur la plate-forme de la Mairie de Lescure d'Albigeois dans l'annexé intitulée « Conditions Générales d'Utilisation ».

- Les fichiers doivent obligatoirement être remis par les candidats sous l'un des formats suivants :
 - Pdf, → Acrobat Reader
 - Doc ; Docx → Word
 - Xls, Xlsx → Excel
 - Tif, Png → Image

Pour compresser les fichiers, les logiciels du type 7-zip ou .zip doivent être utilisés.

Chaque candidat doit préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'Office peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Article 7. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

7.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de consultation,
- L'acte d'engagement et ses annexes le cas échéant,
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (C.D.P.G.F.)
- Les plans décrivant l'ouvrage
- Rapport Initial du Contrôleur Technique (R.I.C.T.)
- Plan Général de Coordination (P.G.C)

7.2 MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur le site internet suivant :

www.ladepeche-marchepublics.fr

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou reports de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non-identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non-indication de ladite adresse électronique, en cas de suppression de l'adresse ou en cas de téléchargement du DCE ailleurs que sur le profil d'acheteur.

En cas de difficulté quant au téléchargement du dossier, le candidat est invité à se rapprocher du support technique : Support@aws-france.fr

Article 8. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne publique se réserve le droit d'apporter, au plus tard **6** jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 9. VARIANTES – OPTION – CONVENTION PROGRAMME DE FOURNITURES

9.1 VARIANTES

1. Les variantes ne sont pas autorisées.

- ☐ Les candidats pourront proposer des variantes et notamment celles décrites par le C.C.T.P. si tel est le cas.
- ☐ Les variantes sont interdites sur les points suivants du C.C.T.P. :

Il est rappelé aux candidats que les variantes sont acceptées dans la mesure où elles complètent l'offre de base. A défaut, leur offre sera rejetée.

9.2 OPTIONS

Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) prévoit 2 options concernant le LOT 09 - Electricité

9.3 CONVENTION PROGRAMME DE FOURNITURES (CPF) SANS OBJET

L'offre forfaitaire portée sur l'acte d'engagement fera apparaître clairement :

- ➤ **le montant de l'offre de base et distinctement s'il y a lieu :**
- ➤ **le montant avec variantes**
- ➤ **le montant des options.**

Article 10. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **cent vingt jours** (120) à compter de la date limite de remise des offres

Article 11. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Chaque candidat, sous peine de voir sa candidature rejetée, devra produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

11.1 PIECES DE LA CANDIDATURE TELLES QUE PREVUES AUX ARTICLES R.2143-3 **ou** R.2143-4 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	NON

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles	NON

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou à défaut, une déclaration du candidat.	NON

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant l'opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat doit produire un engagement écrit de l'opérateur économique.

11.2 PIECES DE L'OFFRE

Libellés	Signature
L'acte d'engagement	OUI
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce mémoire présentera : <ul style="list-style-type: none">– Les qualifications de l'entreprise permettant d'effectuer les prestations demandées– Les moyens humains affectés à la prestation ou aux travaux,<ul style="list-style-type: none">○ Organigramme de l'équipe, curriculum vitae (CV),○ Nombre de personnes et fonctions– Les moyens matériels affectés à la prestation ou aux travaux<ul style="list-style-type: none">○ Éventuellement les moyens affectés des sous-traitants,– La méthodologie de mise en œuvre,	NON
La décomposition du prix global forfaitaire (CDPGF)	OUI

Aucun pli en version papier ne sera autorisé.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre.

1. Le dossier de candidature nommé « CANDIDATURE » comprenant les pièces figurant à l'article 11-1 du présent règlement de consultation. Chaque pièce transmise fera l'objet d'un fichier distinct et sera nommée comme suit (liste non exhaustive) :

1.1. DC1 ou DUME

1.2. DC2

1.3. Attestation d'assurance relative à la responsabilité civile et décennale

1.4. Références en lien avec le projet

1.5. Déclaration sur le matériel et les équipements

1.6. Certificats de qualifications professionnelles

Les pièces transmises pour les cotraitants et/ ou sous-traitants respecteront le même format.

2. Le dossier de marché comprenant les pièces figurant à l'article 11-2 du présent règlement de consultation et portant le nom « OFFRE ». Chaque pièce transmise sera l'objet d'un distinct et nommé comme suit (liste non exhaustive) :

2.1. Acte d'engagement

2.2. Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (C.D.P.G.F.)

2.3. Mémoire technique

11.3 SOUS-TRAITANCE :

La demande de sous-traitance intervient au dépôt de l'offre ou après la notification du marché.

A l'appui de son dossier d'offre, le candidat joint un acte spécial de sous-traitance ou les informations suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- Les quantités et prix unitaires HT ainsi que le montant total de la prestation à sous-traiter
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant sachant qu'il est octroyé d'office dès que la part du sous-traitant est supérieure ou égale à 600 € TTC
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix
- DC4
- DC2
- Les capacités du sous-traitant sur lesquelles l'opérateur économique s'appuie
- Le mémoire technique

En outre, le candidat produit obligatoirement :

- Les capacités professionnelles (justificatifs des compétences) et financières (chiffres d'affaires des trois derniers exercices disponibles) du sous-traitant,
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics

Dans le cas où le sous-traitant est présenté après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée avec avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés ci-dessus.

Article 12. MODALITE D'ENVOIE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les entreprises souhaitant se porter candidats devront faire parvenir une offre au plus tard aux dates et heures limites de réception indiquées en page de garde.

Seules les offres envoyées par voie électronique sont acceptées.

Les offres sont acheminées sous la seule responsabilité des candidats.

La Mairie de Lescure d'Albigeois ne pourra, en aucun cas, être tenue responsable du dépassement de délai de remise des offres. Les dossiers qui parviendraient après les dates et heures limites fixées en page de garde ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus.

Seules la date et l'heure de réception du pli seront prises en compte.

12.1 TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE

Il est attendu du candidat une réponse par envoi électronique sur le profil acheteur de la Mairie de Lescure d'Albigeois, accessible à partir de l'adresse suivante : www.ladepeche-marchepublics.fr

La réponse électronique doit être effectuée :

- Dans les conditions fixées par l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics,
- Conformément à l'article 6.3 du présent règlement de consultation,
- Selon les Conditions Générales d'Utilisation de la plate-forme de dématérialisation, transmises en annexe du présent règlement de consultation.

Il est possible d'envoyer une copie de sauvegarde sur support papier et sur support électronique.

Celle-ci devra être envoyée à :

Nom	Madame le Maire de la Commune Commune Lescure d'Albigeois
Adresse	14 Avenue de l'Hermet,
CP - Commune	81 380 Lescure d'Albigeois

L'envoi doit être fait sous enveloppe cachetée, portant la mention :

« NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER » « MAPA » - COPIE DE SAUVEGARDE

MARCHE : Construction d'une Maison de santé pluridisciplinaire

NOM DU CANDIDAT (indiquer le nom et l'adresse de l'entreprise)

Les copies de sauvegarde doivent être transmises :

- ☐ soit par la poste sous pli recommandé avec accusé de réception : A l'attention du Service Développement
- ☐ soit déposé sur place en se présentant contre récépissé, du lundi au vendredi sauf jours fériés, de 9h à 11h30 et de 13h30 à 16h30 et ce avant le

3 mai 2021 à 12 heures

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à ce titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique et support papier doit faire parvenir ces copies dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par la **Mairie**,
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue à l'Office dans les délais ou bien n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Article 13. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

13.1 SELECTION DES CANDIDATURES

Seuls seront ouverts les plis qui auront été reçus au plus tard à la date et l'heure limite indiquées à l'article 12 du présent règlement de la consultation.

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2144-1, R.2144-2, R.2144-3, R.2144-4, R.2144-5, R.2144-6 et R.2144.7 du Code de la commande publique.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, il peut être décidé soit de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces soit d'éliminer la candidature.

Lors de l'analyse de la candidature, seront éliminés :

- Les candidats en redressement judiciaire en cours de période d'observation ou dont le plan de redressement (plan de continuation) est inférieur à la durée d'exécution du marché ;
- Les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des pièces administratives demandées ;
- Les candidats ayant remis une candidature par voie électronique non conforme aux exigences de signature rappelées à l'article **ci-avant** du présent document ;
- Les candidats dont les capacités financières et techniques ou financières seront jugées insuffisantes ;
- Les candidats ayant fait l'objet d'une interdiction obligatoire ou facultative de soumissionner ;

13.2 CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article R.2152-7 du Code de la commande publique.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- Prix de l'offre : 40%
- Valeur technique de l'offre de base : 60%

Modalités d'analyse et de classement des offres :

1. Le critère « prix » sera noté sur 40 points, suivant détail ci-après :

Montant global de l'offre évalué suivant la formule : : **noté sur 40 points**,

$$40 \times \frac{\text{prix le plus bas}}{\text{prix du candidat}}$$

2. Le critère « valeur technique » sera analysé au regard du mémoire justificatif présenté par le candidat, et sera noté sur 60 points, suivant le détail ci-après :

- Qualifications : **noté sur 5 points**,
- Moyens humain affectés à l'opération : **noté sur 10 points**
- Moyens matériels affectés à l'opération : **noté sur 10 points**
- Méthodologie de mise en œuvre :

- i. Moyen de protection des ouvriers sur chantier : **noté sur 15 points**
 - ii. Description de votre méthode d'intervention pour la réalisation des travaux : **noté sur 20 points**
3. **La note finale sur 100 sera obtenue par addition du critère prix et du critère valeur technique, après application de la pondération.**

13.3 ANALYSE

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables au sens de l'article R.2152-1 du Code de la commande publique seront éliminées.

La Mairie de Lescure d'Albigeois pourra autoriser les candidats à régulariser leur offre irrégulière dans un délai approprié sauf en cas d'offre anormalement basse au sens de l'article R.2152-2 du Code de la commande publique.

La Mairie de Lescure d'Albigeois se réserve la possibilité d'entamer une phase de négociation.

13.4 LA NEGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier et pourra toutefois attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

En cas de négociation, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles par échanges écrits avec tout ou partie des candidats en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes, suite au premier classement établi par application des critères pondérés énoncés ci-dessus.

Cette négociation se déroulera sur la plate-forme au travers d'échange sécurisé.

La négociation est conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle pourra porter sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix. L'offre finale sera jugée selon les mêmes critères du présent règlement. Le classement final sera établi sur cette base.

Les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délais indiqués dans le mail.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6, R.2143-7, R.2143-8, R.2143-9 et R.2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Article 14. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire, s'il ne l'a pas déjà fait lors de la remise de sa candidature, dans le délai indiqué dans la lettre l'informant de l'attribution :

- 1. Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Ces documents seront à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.**
- 2. Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.**
- 3. Une attestation sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionner à l'article L.2141-4 du Code de la commande publique.**
- 4. Si le candidat est établi hors de France, une copie de la déclaration de détachement transmise à la DIRECCTE et une copie du document désignant son représentant en France (art. R 1263-4 du Code du Travail).**
- 5. Si l'offre n'a pas été signée au moment de son dépôt, l'acte d'engagement signé par la personne habilitée à engager le candidat.**

En cas de groupement, tous les membres du groupement doivent produire l'ensemble des pièces demandées.

Si le candidat pressenti ne produit pas les pièces précitées dans le délai fixé, son offre sera rejetée et le candidat sera éliminé. La même demande sera alors adressée par La Mairie de Lescure d'Albigeois au candidat suivant dans le classement des offres.

Article 15. CONFIDENTIALITE – MESURE DE SECURITE

Les données contenues dans les supports et documents rattachés au marché sont strictement couvertes par le secret professionnel (Art. 226-13 du Code pénal). Il en va de même pour toutes les données dont l'entreprise prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Conformément à l'article 5 CCAG Travaux, le titulaire du marché s'engage à ne pas communiquer les données transmises par La Mairie de Lescure d'Albigeois.

Article 16. RENSEIGNEMENT COMPLEMENTAIRE

Pour tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les échanges seront dématérialisés sur le profil acheteur.

Pour des visites sur site, les candidats devront s'adresser

Auprès du maitre d'ouvrage :

Nom	Madame le Maire de la Commune Commune Lescure d'Albigeois
Adresse	14 Avenue de l'Hermet,
CP - Commune	81 380 Lescure d'Albigeois
Téléphone	05 63 60 76 73

Ou auprès du maitre d'œuvre ;

Nom	Benoît CABROL Architecte DPLG
Siret	493 630 206 00032
Adresse	41 bis rue Amiral Galiber
CP - Commune	81100 CASTRES
Téléphone et Mail	05 67 53 00 54